Copie anonyme - n°anonymat : 993741

A8-00046
993741
sc.social

Filière : BL

Session : 2025

Épreuve de : Sciences sociales

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

En début d'année 2025, l'Union Européenne a annoncé, après des années de négociations, un accord avec le Mercosur (zone économique en Amérique du Sud) pour établir une zone de libre-échange entre ces deux espaces. Mais la France a démontré une opposition marquée, en grande partie à cause des conséquences potentielles sur les prix du marché agricole, mettant en danger les producteurs nationaux.

L'alimentation renvoie à la consommation de biens et de marchandises nécessaires à la vie humaine : il s'agit de biens de subsistance. Cette consommation est finale et non intermédiaire car les biens alimentaires sont détruits une fois consommés. Cette première approche justifie une analyse économique de l'alimentation car on est ici au coeur de "l'économie dans son sens substantif", selon la distinction de Polanyi (avec sens formel), qui étudie la façon dont les hommes se procurent leurs biens de subsistance. L'économie porte donc davantage son regard sur l'accès à l'alimentation, c'est-à-dire sa production et sa consommation, plus que sur sa structure. C'est justement la sociologie qui appréhende l'alimentation non plus comme un bien indistinct consommé pour survivre, mais comme une consommation teintée socialement. L'alimentation est plus qu'un bien de subsistance, c'est aussi un marqueur social; ce

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

qui justifie alors qu'on s'intéresse à sa structure (quel bien alimentaire est consommé). De plus, il s'agit ici de s'interroger sur les prix de l'alimentation. Le prix est le résultat d'une rencontre entre une offre et une demande sur un marché, réel ou fictif, qui constitue alors un "équilibre" autour duquel peut se réaliser un échange. Chez les néoclassiques, tout type de bien se prête à une analyse marchande, et il semble alors évident que l'alimentation soit définie par un certain prix, associé à une certaine quantité. Ce prix représente à la fois le coût de l'alimentation, pour les consommateurs qui s'alimentent, et la rétribution des producteurs qui alimentent, produisent les biens alimentaires. Mais la formulation "à quels prix" invite à ~~une~~ considérer une troisième dimension du prix, à savoir les conséquences que comporte l'alimentation, sa consommation et sa production. Il s'agit alors de replacer l'alimentation dans un contexte de surconsommation et de consommation de masse, qui met en danger les "biens communs" nécessaires à la production des biens alimentaires (la terre, les forêts, les animaux comme les poissons...). Pour envisager ce "prix" de l'alimentation sous ces trois dimensions, on s'appuiera sur un dossier de 8 documents, à moitié quantitatifs et d'autre moitié qualitatifs.

Dès lors, intégrant la valeur monétaire d'un bien de subsistance, les enjeux d'un marqueur social et des conséquences sociales et économiques, le prix de l'alimentation n'est-il pas plus que le

seul prix de marché ?

Il s'agira d'abord d'envisager le prix de l'alimentation à l'échelle du consommateur, articulant alors la valeur de biens de subsistance ~~mais aussi~~ à des enjeux sociaux d'étiquetage (I) ; puis de montrer que à l'échelle du producteur, le prix de marché ne constitue aucunement le gain perçu après l'échange, et que la valeur de la production alimentaire réside ailleurs que dans un prix monétaire (II) ; pour considérer enfin le prix de l'alimentation au sens des conséquences sociales et économiques qu'entraînent la surconsommation et la production de masse (III), au niveau global et collectif.

Tout d'abord, le prix de l'alimentation renvoie au coût monétaire que doit supporter un consommateur pour se procurer des biens de subsistance (A). Mais l'alimentation étant un marqueur social, il ne faut pas se limiter à l'analyse monétaire et marchande du prix, et le replacer dans une dynamique d'étiquetage où le prix prend une valeur sociale autour de stratégies de classes (B et C).

L'alimentation étant une nécessité, le prix de ces biens de subsistance représente un coût monétaire différemment supporté selon les groupes. Ainsi, d'après l'"Enquête Budget de famille 2017" de l'INSEE (Document 1), le coût de l'alimentation n'est pas uniforme selon les ménages car si le prix est le même pour tous, les revenus pour le supporter varient grandement. Le premier quintile de niveau de vie, représentant les 20% des ménages les plus modestes, consacre ainsi en moyenne 18% de sa consommation aux dépenses du poste de l'alimentation (hors alcool), ce qui est plus haut que la population dans son ensemble. A l'inverse, le cinquième quantile, composé des 20% des ménages au niveau de vie le plus important, ne consacre

de sa consommation
que 14 % à ce poste de dépense, soit ~~14~~ quatre points de pourcent de moins que le premier quintile et 3 points de pourcent de moins que l'ensemble de la population. Le prix de l'alimentation ne touche donc pas chacun de manière uniforme, selon la part du revenu qui lui est consacré. Mais cette stricte analyse monétaire n'est pas suffisante car elle revient à considérer que l'ensemble de la population consomme des biens alimentaires uniformes, et supportent donc tous un prix équivalent. En réalité, l'alimentation est un marqueur social et les biens consommés constituent aussi bien des biens sociaux que des biens de subsistance : l'alimentation des premier et cinquième quantiles est très différente, répondant à des stratégies de groupe et des socialisations de classes.

Ainsi, le prix des biens alimentaires constitue aussi un marqueur social : les biens ne sont pas consommés seulement en tant que tels, pour survivre, mais aussi pour se distinguer. D'un côté, chez les ménages populaires, il s'agit de consommer et de s'alimenter "à tout prix". Comme l'explicite Ana Perrin Heredia dans sa thèse (Document 2), les classes populaires confrontées à une grande précarité n'ont pas d'autre choix que de consommer les produits les moins chers. La sociologue souligne ainsi les stratégies mises en place par Emilie, qui ne se laisse pas abuser par les promotions et connait les prix de l'ensemble des biens qu'elle consomme : elle dispose d'une véritable "expertise en matière de consommation alimentaire". Ces micros stratégies mises en place apparaissent comme une nécessité afin d'économiser dès que possible : s'il faut se nourrir "à tout prix" pour assurer sa subsistance, il s'agit de s'alimenter "à petits prix". Les ménages populaires sont mêmes prêts à supporter un coût d'opportunité pour dégager un

IMPRIMERIE NATIONALE – 2024-12-PF 019 711

Copie anonyme - n°anonymat : 993741

Emplacement QR Code

Filière : BL

Session : 2025

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

bénéfice monétaire, en achetant les ~~des~~ produits alimentaires dans les divers magasins où ils sont les moins chers. Il est bien question d'un "choix du nécessaire" (Bourdieu, La Distinction, 1979) car l'alimentation est une nécessité, qu'il faut toutefois réguler "à petit prix". A l'inverse, les ménages les plus aisés s'alimentent à "n'importe quel prix" en misant justement sur une stratégie de distinction par une "consommation ostentatoire" (Veblen, Théorie de la classe de loisir, 1899). Il s'agit ici de montrer, et de démontrer aux autres classes, que l'alimentation n'est pas une nécessité et ne nécessite pas d'économie particulière. Plutôt que chercher les produits les moins chers, ces ménages aisés vont alors consommer les produits les plus chers. Par exemple, les produits alimentaires issus de l'agriculture biologique sont plus chers que d'autres du fait de cette production plus responsable. Parmi les consommateurs de produits bio, les ménages aux revenus les 15% plus hauts de la société ont ainsi deux fois plus de chance d'acheter un produit bio ~~qu'~~ que les ménages aux revenus les 15% plus faibles, selon une étude par odds-ratios publiée dans Les Etudes Sociales (Document 3). Ainsi, plus qu'un prix de marché ayant une pure valeur monétaire et marchande, le

prix de l'alimentation est teinté d'une valeur sociale entre une consommation des biens alimentaires "à petit prix" ou au contraire "à n'importe quel prix".

Enfin, il faut s'intéresser aussi à la structure des biens alimentaires consommés : la "bonne alimentation" est définie différemment selon les classes, ce qui explique aussi l'attention variée donnée aux prix des biens. Dans La culture du pauvre (1957), Hoggart s'intéresse entre autres au régime alimentaire particulier des classes populaires. Pendant l'enfance, notamment, l'alimentation est vue comme le lieu du plaisir, réconfortante, et se traduit par l'achat de biens alimentaires peu chers et pas nécessairement très bons pour la santé. S'il est question de biens de subsistance, ceux-ci doivent aussi être plaisants et réconfortants. A l'inverse, Darmon et al. montrent dans leur article "Obésité, goûts et consommation" (2002) que l'alimentation des enfants des classes aisées se définit d'abord par le impératif du "sain" et du "manger bien". Il ne s'agit pas de se priver, mais de manger sainement du point de vue de la santé, afin de ne pas grossir. Ces deux régimes alimentaires très différents se traduisent par l'achat de biens divers, ayant donc un prix divers, et plus élevé chez les classes aisées qui payent monétairement la qualité des produits consommés. Là encore, il faut donc dépasser la vision purement monétaire du Bloc de dépense de l'alimentation, pour envisager que les prix varient selon la structure des produits consommés, et reflètent des stratégies et des socialisations de

classes diverses.

Ainsi, on saisit au terme de ce premier temps que si le prix de l'alimentation représente bien le coût monétaire supporté par les consommateurs pour se procurer des biens de subsistance, il ne s'y limite pas. En effet, on a montré ici que les biens alimentaires, par leur prix et leurs effets sur la santé, sont aussi des marqueurs sociaux et sont consommés comme tels. Mais si le prix supporté par les consommateurs constitue pour eux un coût, pour les producteurs, il est au contraire un gain qui rétribue la production de biens alimentaires. Il faut alors envisager le prix sous une autre facette, du point de vue des producteurs.

Le prix de l'alimentation renvoie aussi au prix auquel est écoulée la production alimentaire des producteurs agricoles, et rétribue leur investissement et leur travail productif. Mais si fournir un prix acceptable est une nécessité pour écouler la production sur un marché, constituant un équilibre avec la demande, ce prix de marché n'est pas toujours soutenable à cause d'un système de production très intermédié (A) et d'une concurrence internationale problématique (B). Si bien que pour certains, la vraie valeur de la production alimentaire est à chercher ailleurs que dans les prix (C).

A cause d'un système de production constitué de nombreux intermédiaires, le prix de marché ~~écoulé~~ auquel s'écoule finalement un produit alimentaire ne constitue qu'une faible partie de ce que touche finalement un producteur agricole. En effet, le secteur de la production alimentaire est peuplé de nombreux intermédiaires

qui allongent la chaîne de production et multiplient les agents à rémunérer une fois la vente faite sur le marché. On peut ainsi citer les agriculteurs, les entreprises du secteur agroalimentaire, les livreurs, les supermarchés... qui jouent tous un rôle dans la production d'un bien alimentaire. Mais une fois le bien échangé sur un marché, en échange de sa valeur définie par un prix d'équilibre, ce gain n'est pas également réparti entre les acteurs de la chaîne. Autrement dit, certains agents s'accaparent la valeur ajoutée et n'en distribuent qu'une petite part aux autres : il y a alors une "exploitation", au sens de Marx dans Le Capital (1867). Pour corriger ce déséquilibre, l'Etat est déjà intervenu comme le rappelle Samuel Lirand (Document 5), en mettant en place des "prix administrés" permettant d'assurer une juste répartition de la valeur ajoutée tout au long d'une filière de production. Mais son retrait récent ~~est~~ marque un retour à une exploitation, par un accaparement de la valeur ajoutée par les grandes entreprises de l'agro-alimentaire. Thié et Triqué (2022) soulignent ainsi que la hausse des prix du blé depuis la guerre en Ukraine est aussi due à une "greedflation", c'est-à-dire une hausse des prix de marché seulement pour accroître le profit des grandes entreprises agro-alimentaires. Dans cette perspective, le prix de marché n'a que peu de valeur pour l'agriculteur en amont de la filière de production, car il n'en touche que quelques pourcents.

De plus, l'ouverture des marchés alimentaires à la concurrence internationale, par une politique libérale de libre-échange, nuit en réalité aux producteurs nationaux en provoquant une baisse des prix de marché. Alors que les mécanismes de la PAC ont un temps permis de combler l'écart entre les prix des marchés internationaux

IMPRIMERIE NATIONALE – 2024-12-PF 019 711

Copie anonyme - n°anonymat : 993741

Emplacement QR Code

Filière : BL

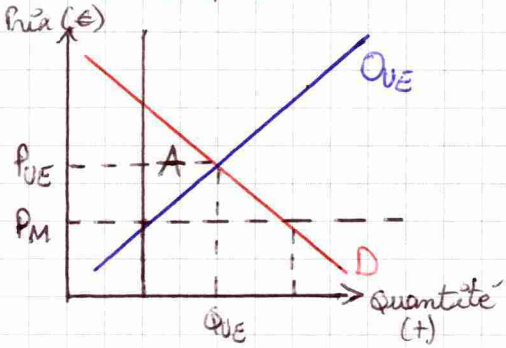
Session : 2025

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

et les prix du marché européen (Document 5), la libéralisation progressive met frontalement en concurrence les producteurs alimentaires nationaux, et le reste du monde. Mais cette concurrence revient à réunir sur un marché des biens alimentaires aux qualités différentes et aux modes de production différents. En effet, tous les pays ne partagent pas les mêmes normes de production sur la question environnementale, sanitaire, protection du travail... Et certains biens produits sur des marchés étrangers sont donc moins chers à produire, pouvant alors être écoulés sur le marché pour moins cher, à un prix restant toutefois significatif. L'ouverture à la concurrence constitue donc une perte sèche (zone A) pour les producteurs nationaux, car les normes de production ne sont pas harmonisées. Si le prix de marché en baisse bénéficie aux consommateurs s'alimentant, il constitue une perte pour le producteur qui alimente, en témoigne la réduction de sa zone de surplus, sur le graphique. Comme l'explicite Hélène Tordjman (Document 6), il y a bien un échec de la théorie des avantages comparatifs car les espaces mis en concurrence n'ont pas les mêmes normes qualitatives de



production. On comprend alors mieux pourquoi la France s'oppose à la signature d'accord avec le Mercosur, car étant un exportateur notamment de viens et de céréales (Document 7), la mise en concurrence avec les productions d'Amérique Latine risquerait de créer une baisse des prix et donc des exportations. Ainsi, on comprend bien que le prix de l'alimentation est en tension entre des consommateurs souhaitant pouvoir se procurer leurs biens de subsistance à bas prix, grâce à la concurrence internationale, et des producteurs pour qui cette ouverture n'est pas soutenable.

Finalement, face à la difficulté de viure avec les prix de marché, il faut peut-être chercher l'attrait pour les producteurs agricoles au-delà du profit, dans un "métier qui n'a pas de prix". En effet, comme le souligne Cerrière dans <u>De génération en génération</u> (2010), les agriculteurs paysans n'exercent pas seulement leur métier pour le profit et le gain que constitue la vente de leurs produits, par un prix de marché, mais plutôt par amour d'un terroir et l'envie de le valoriser. Pour eux, bien nourrir les consommateurs avec des produits locaux et responsables "n'a aucun prix" et constitue une "richesse" en soi. Dans leur article "Le camembert : normand ou norme ?" (2012), Boisard et Letablier montrent ainsi que les paysans ont plus de plaisir à produire un "camembert normand", de la "cité domestique", même en ayant des difficultés à le vendre, plutôt qu'un

"camembert normé" de la "cité industrielle" qu'ils pourraient écouler plus facilement sur le marché, mais envers lequel ils n'ont pas d'attachement particulier. C'est donc peut-être au-delà du prix, dans un attachement au terroir et aux traditions, qu'on retrouve les motivations des producteurs agricoles. Pour eux, le "prix de marché" a moins d'importance qu'exercer ce "métier qui n'a pas de prix"; dans une production d'abord qualitative.

Ainsi, il faut également envisager le prix de l'alimentation du point de vue du producteur, comme une rétribution de son investissement en travail et en capital. Mais en soulignant les divers déterminants des prix de marché des biens agricoles, il nous apparaît là encore que pour ces producteurs agricoles, le prix n'est pas la seule variable en jeu et qu'exercer ce métier, cette activité de valorisation d'un terroir et de traditions, n'a pas de prix. Néanmoins, le niveau des prix de l'alimentation porte en germe des effets sociaux et économiques qu'il convient encore d'expliciter, non plus tant au niveau des consommateurs ou des producteurs, qu'à une échelle plus globale. Ainsi, "à quel prix" peut-on toujours plus consommer et produire des biens alimentaires ?

. . . . Enfin, il faut considérer une dernière approche du "prix" comme conséquence, comme le "prix à payer collectivement" en quelque sorte. En effet, la surconsommation et la production massive ont des conséquences désastreuses sur l'environnement et la santé (B) (A). Les mouvements de marché et de spéculation, à des fins de profit, ont aussi des conséquences

sociales et économiques ~~désastreuses~~ massives (6), qui viennent accroître les inégalités entre pays.

La surconsommation et la production de masse font de l'alimentation un danger pour l'environnement. En effet, Hélène Tordjman (Document 6) rappelle que les ressources nécessaires à la production de biens alimentaires sont "les sols, l'eau, les semences, les engrais et pesticides, le travail et le capital". La production de l'alimentation repose donc sur une combinaison productive mêlant investissement en capital, force de travail et exploitation de biens communs. Mais cette exploitation est menée parfois de manière déraisonnée, afin d'accroître le profit tiré de la vente de produits alimentaires : déforestation, pêche interdite de bancs de poissons... Si bien que la production massive de produits alimentaires a des effets irréversibles sur l'environnement, étant une des causes majeures de la "tragédie des communs" (Hardin, Tragedy of the commons, 1962). De plus, l'usage massif "d'engrais et de pesticides" crée des externalités négatives en générant de la pollution, qui ne sont pas internalisées dans les prix de marché. Dans cette perspective, l'alimentation fait peser un coût massif sur l'environnement, en dégradant et en polluant. Et ce, sans que ces conséquences sociales néfastes ne soient internalisées dans les prix de vente sur le marché.

De plus, la consommation de masse a aussi des conséquences sociales sur la santé des consommateurs. Il est ici question de la "mal-bouffe", une alimentation objectivement mauvaise car dangereuse pour la santé. Ainsi, les pays occidentaux sont touchés par ce mouvement de régime alimentaire peu sain, qui est d'ailleurs responsable de nombreux décès. D'après une étude de France

IMPRIMERIE NATIONALE – 2024-12-PF 019 711

Copie anonyme - n°anonymat : 993741

Emplacement QR Code

Filière : BL

Session : 2025

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Stratégie (Document 4), plus de 70 Américains sur 100.000 sont décédés à cause d'un mauvais régime alimentaire. S'il faut nuancer la corrélation avec la potentialité d'un effet de composition, il semble bien que la "mal-bouffe" une mauvaise alimentation, soit à l'origine de décès. Ainsi, ce résultat place les Etats-Unis aux côtés des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont les causes s'approchent davantage de la malnutrition et l'absence d'alimentation stable. De plus, au-delà de la consommation d'une "mauvaise alimentation", les dangers sanitaires viennent aussi des producteurs alimentaires de l'agriculture industrielle. Hélène Tordjman (Document 6) rappelle ainsi que l'agriculture industrielle, qui concentre une majorité des terres agricoles, produit des biens alimentaires de mauvaise qualité, et mêmes dangereux pour la santé. Ainsi, c'est à la fois dans sa consommation (mal-bouffe, régime alimentaire peu ~~sa~~ sain) et dans sa production (produits de l'agriculture industrielle) que l'alimentation a des conséquences néfastes sur la santé, et met en danger des vies qui n'ont pas de prix.

Enfin, les acteurs privés exerçant des spéculations sur les matières premières et les terres agricoles, à des fins de profit

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

font peser des conséquences économiques et sociales désastreuses sur les pays peu développés, et sur l'alimentation même des populations concernées. Dans <u>La Grande Transformation</u> (1944), Polanyi affirme que la terre, ainsi que le travail et la monnaie, constituent des "marchandises fictives". Autrement dit, ils s'échangent sur un marché alors même que ce ne sont pas des biens marchands initialement. Cette idée prend d'ailleurs une tournure très concrète avec l'étude d'Alexandre Stanziani (Document 8), qui affirme que seulement 2% des transactions sur les marchés des matières premières ont lieu dans la réalité : "les 98% restants concernent des produits imaginaires". Mais pour autant, ces spéculations ont des conséquences directes sur l'alimentation des populations de pays peu développés. Des acteurs privés cherchant à dégager un profit en jouant sur les valeurs de certains produits alimentaires font donc peser un risque de crise alimentaire sur des populations entières. Par exemple, en 2008, le jeu des marchés financiers ayant accru la volatilité des prix, les prix agricoles explosent : à Haïti, des produits de première nécessité deviennent inaccessibles, générant des émeutes sanglantes et six décès. Ainsi, les jeux financiers d'acteurs privés sur des produits alimentaires ont donc privé les populations de pays peu développés de l'accès aux biens de subsistance, en bouleversant complètement les prix de marché.

Pour conclure, l'alimentation a donc une valeur bien différente du prix de marché auquel sont échangés les biens alimentaires. Du côté des consommateurs, s'alimenter à un prix, représente un coût monétaire, c'est aussi bien plus que cela car les biens alimentaires sont des marqueurs sociaux. Du côté des producteurs, s'alimenter a un coût qu'il faut compenser par le prix de vente sur un marché, la production locale et traditionnelle de biens alimentaires a pour certains agriculteurs une valeur bien plus sociale que monétaire. L'approche de l'alimentation, par le marché, comme un bien de subsistance produit et consommé uniquement à cet effet, apparait donc réductrice. Enfin, la formulation "à quel prix" invitait aussi à considérer les effets de l'alimentation, tant en amont qu'en aval de sa distribution par le marché. En effet, l'alimentation est au coeur des enjeux sociétaux que sont la production de masse, la surconsommation ou encore la financiarisation, et porte donc en germe des conséquences sociales et économiques à l'échelle collective.

IMPRIMERIE NATIONALE – 2024-12-PF 019 711